



MINISTÈRE
CHARGÉ DU RENOUVEAU
DÉMOCRATIQUE,
PORTE-PAROLAT
DU GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Synthèse de la consultation « Comment agir durablement en faveur de la sobriété énergétique ? »

Janvier 2024

Sommaire

- Objectif de la consultation
- Chiffres de participation
- Méthode d'analyse
- La synthèse en un regard
- Réponses aux questions fermées
- Réponses à la question ouverte

Objectif de la consultation



Objectif de la consultation

Pour réussir sa transition énergétique, la France doit **baiss**er sa **consommation d'énergie** qui repose en partie sur la **sobriété énergétique**, c'est-à-dire le changement de comportement afin d'avoir une utilisation raisonnée de l'énergie.

Un premier plan de sobriété énergétique a permis à la France de **réduire sa consommation d'électricité et de gaz combinés de 12%** sur l'année 2023.

A l'approche du premier anniversaire de ce **plan de sobriété énergétique**, le Gouvernement a lancé une consultation numérique afin de recueillir de nouvelles **solutions sur les manières de faire rentrer ces nouvelles habitudes de sobriété énergétique** dans le quotidien des Français et **dans la durée**.



Consultation du 28 septembre au 19 novembre 2023

Chiffres de participation



Chiffres de participation



12 797
Participants



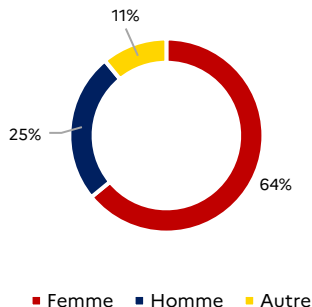
6 987
réponses aux
questions
ouvertes



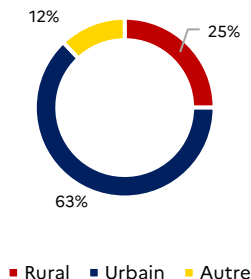
55%
taux de réponses aux
questions ouvertes

Informations sur le profil des participants

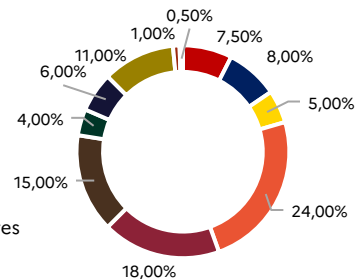
Distribution du genre



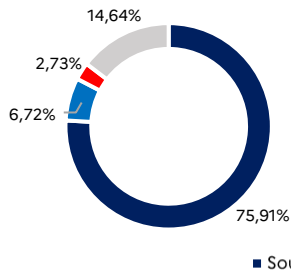
Distribution par habitat



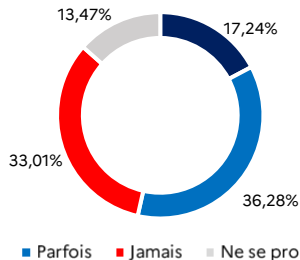
- Agriculteur
- Artisan
- Autre
- Cadre
- Employé
- Étudiant
- Ouvrier
- Professions intermédiaires
- Retraités
- Je ne sais pas
- Aucune réponse



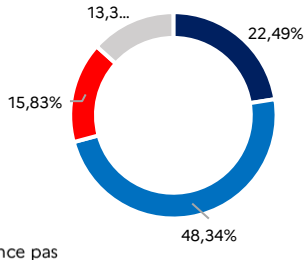
Fréquence de vote



Engagement sur le terrain

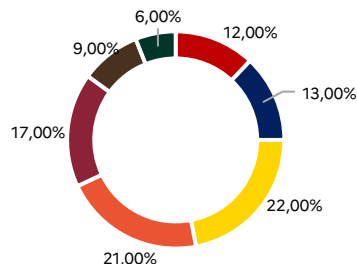


Engagement en ligne

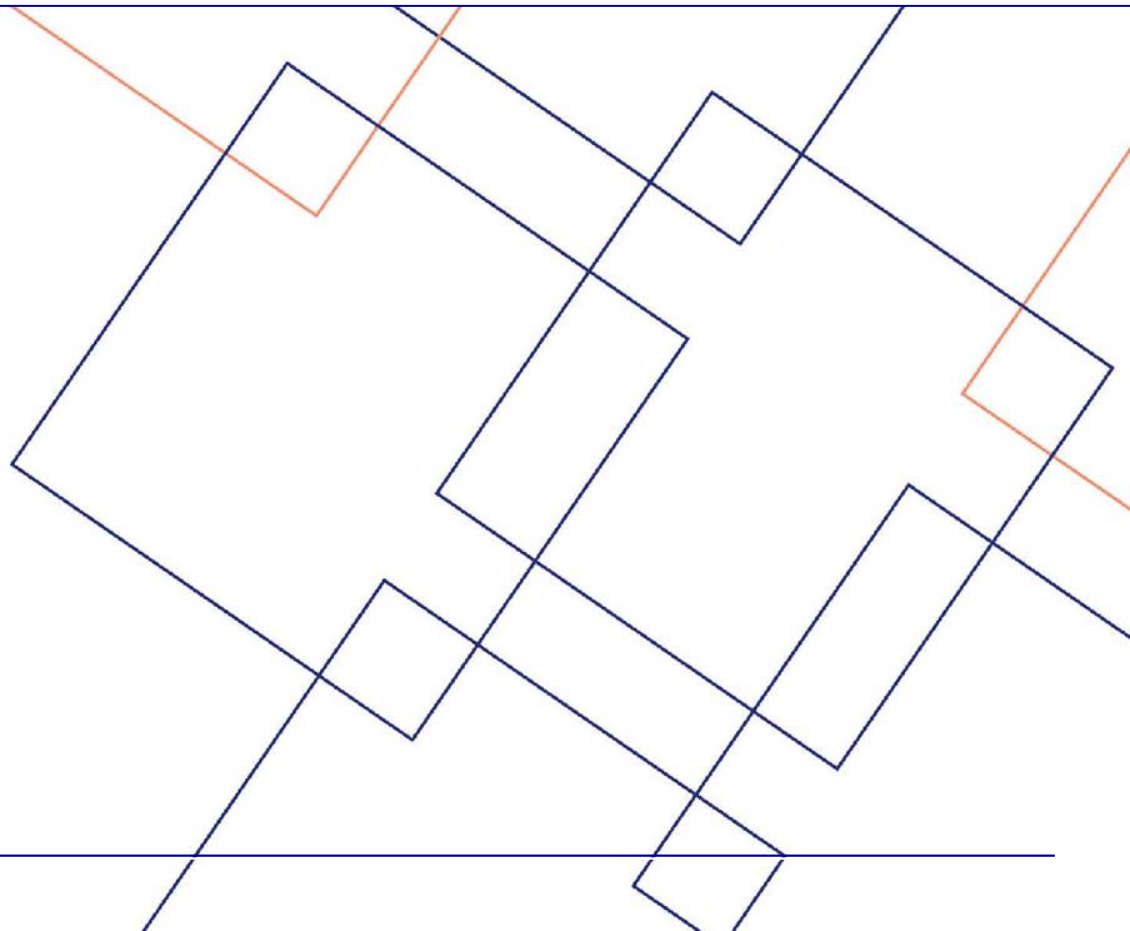


Distribution par âge

- Moins de 18 ans
- 18-25 ans
- 25-35 ans
- 35-45 ans
- 45-55 ans
- 55-65 ans
- Plus de 65 ans



Méthode d'analyse



Méthode d'analyse



Traitement des questions fermées

- **Analyse à plat** présentant les variations de réponses de tous les participants sur les options proposées dans la consultation
- **Analyse croisée** soulignant les variations de réponses les plus significatives en fonction des catégories spécifiques de participants : genre, âge, catégorie socio-professionnelle, lieu d'habitation, engagement politique



Traitement des questions ouvertes

- **Analyse des idées majoritaires** par regroupement thématique
- **Analyse des tendances faibles** et des idées singulières
- **Analyse croisée** soulignant les variations de réponses les plus significatives en fonction des catégories spécifiques de participants : genre, âge, catégorie socio-professionnelle, lieu d'habitation, engagement politique

La synthèse en un regard



La synthèse en un regard

1. Le profil des participants >

Selon les réponses aux informations de profil, la consultation a engagé une **majorité de femmes** (64 %). Près de la moitié des répondants ont **moins de 35 ans** (47%). Une très grande majorité des participants **votent souvent** pendant les élections (76%) alors que moins de 3% déclarent ne jamais voter.

2. Les constats et les préoccupations >

La sobriété énergétique est principalement associée au **changement climatique**, choisi comme raison principale d'engagement en faveur de la sobriété par **2 personnes sur 3**, devant le **pouvoir d'achat**. Beaucoup d'entre elles partagent ainsi leurs difficultés à se chauffer face à la montée des prix. Selon les participants, **les efforts devraient être mieux répartis** entre les citoyens et les entreprises, notamment celles dont les activités sont les plus polluantes.

3. Les préférences citoyennes sur les options proposées >

Pour baisser leur consommation énergétique, les participants préfèrent :

- Respecter les **consignes de température**, 19° de chauffage et 26° de climatisation (70%)
- Éteindre leurs **appareils en veille** (65%)
- Passer **au vélo ou à la marche** pour les petits trajets (48%)
- Acheter des **appareils reconditionnés** (47%)
- Choisir les **transports en commun** (43%)

Parmi les difficultés empêchant l'acquisition d'un véhicule électrique, près d'**1 personne sur 2 cite l'inadéquation des aides** par rapport à leur situation personnelle. **1 personne sur 3 regrette le manque d'infrastructures** près de chez elle, comme les bornes de recharges.

La synthèse en un regard

4. Les désaccords sur les moyens >

Contraindre, inciter ou accompagner ? Aucune tendance forte ne se dégage parmi les participants à cette consultation. **1 personne sur 3 privilégie l'incitation**, notamment financière, pour adopter des modes de vie plus sobres. **1 personne sur 4 privilégie la sensibilisation** pour changer les comportements des citoyens mais **1 personne sur 3 pense que l'adoption de nouvelles règles ou de nouvelles contraintes** est plus adaptée pour baisser la consommation d'énergie. Des tendances se sont dessinées entre les personnes vivant en zone urbaine qui s'expriment davantage en faveur de la contrainte, tandis que les personnes vivant en zone rurale semblent préférer l'incitation.

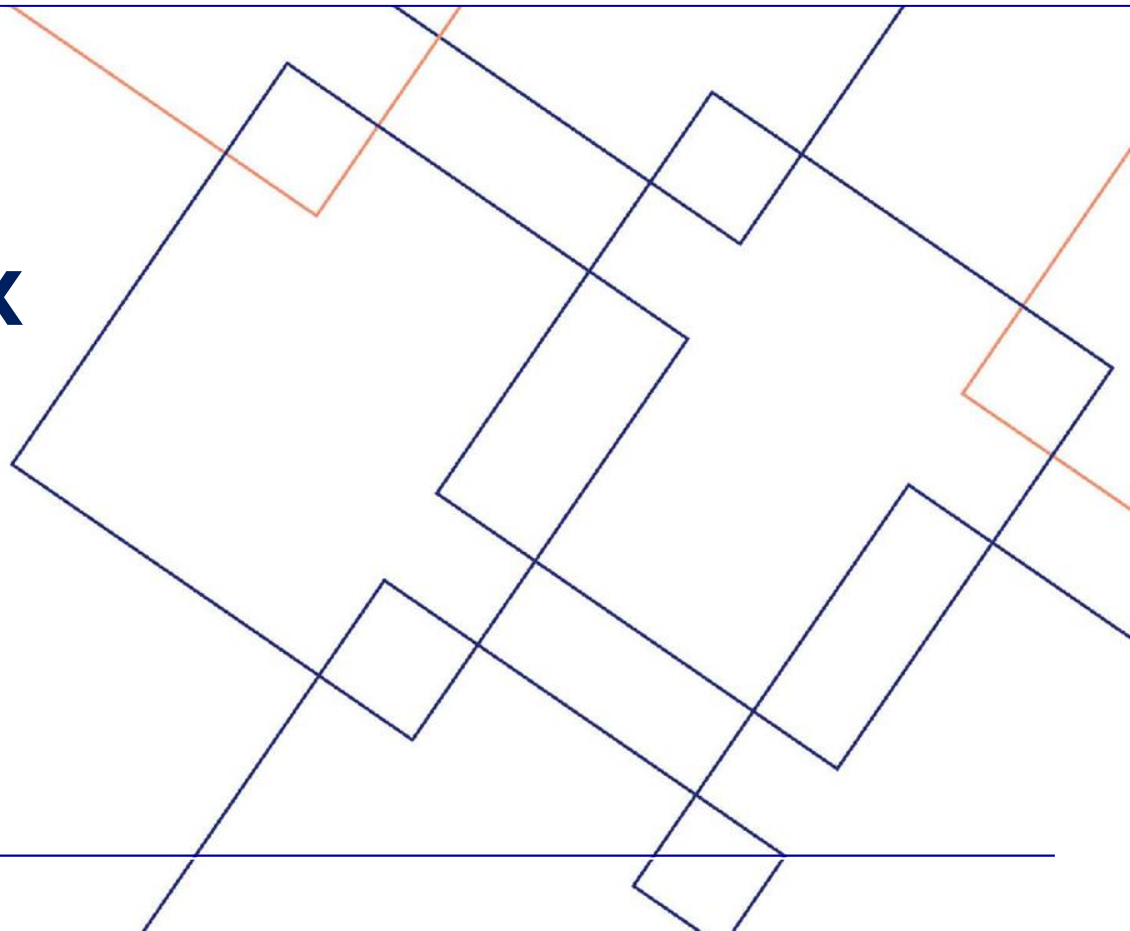
5. Les désaccord sur la production d'énergie >

Les **modes de production énergétique** ont également suscité des controverses entre ceux qui ont spontanément considéré que poursuivre les efforts de sobriété énergétique devait, avant tout, être accompagné par la **promotion des énergies renouvelables**, notamment l'énergie solaire, et ceux qui considèrent que la sobriété énergétique doit aller d'abord de pair avec le **développement du nucléaire**. Quelques participants ont également opposé leur point de vue au **tout-électrique** pour les véhicules individuels, tandis que d'autres ont spontanément exprimé leur soutien à cette transformation du parc automobile. Enfin, des désaccords sont également apparus sur la **tarification du gaz et de l'électricité** : devons-nous augmenter les prix de l'énergie au nom de l'urgence écologique ou faire des efforts pour réduire l'inflation au nom de considérations sociales ?

6. Les priorités citoyennes pour poursuivre les efforts de sobriété >

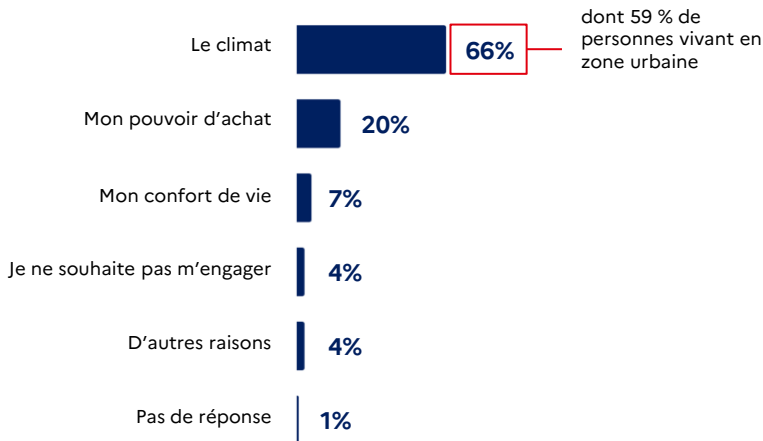
De nombreuses contributions font référence à la **réduction de l'utilisation de l'éclairage public en ville**, notamment après 23h. Une majorité de personnes vivant en zone urbaine ont proposé cette mesure. Une part conséquente des mesures proposées se rattache, par ailleurs, à la **rénovation du parc immobilier public** et à un meilleur accompagnement des ménages dans la rénovation de leur logement. La baisse de consommation devrait également passer par le **partage de bonnes pratiques** à adopter au quotidien. Certains participants appellent à **cibler principalement ceux qui polluent le plus** et proposent l'instauration de **tarifs progressifs** pour l'électricité et le gaz en fonction du revenu.

Réponses aux questions fermées

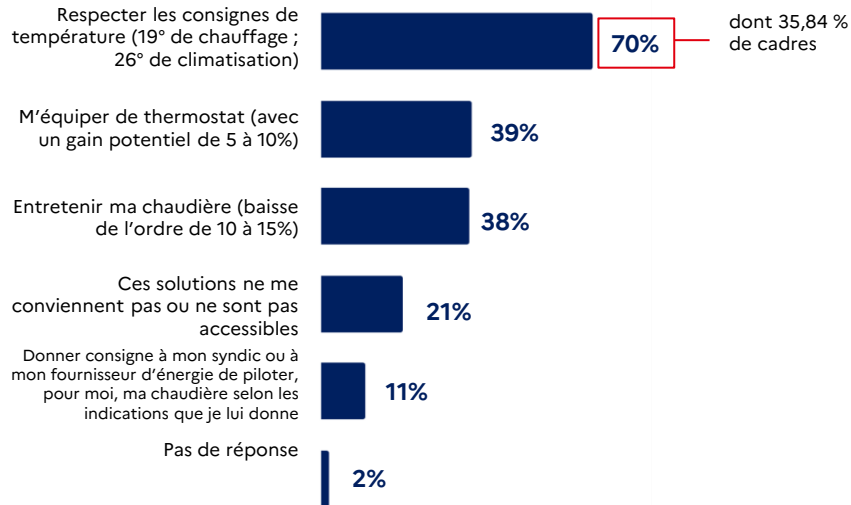


Réponses aux questions fermées

1. Si vous vous engagez pour la sobriété énergétique, c'est en priorité pour :

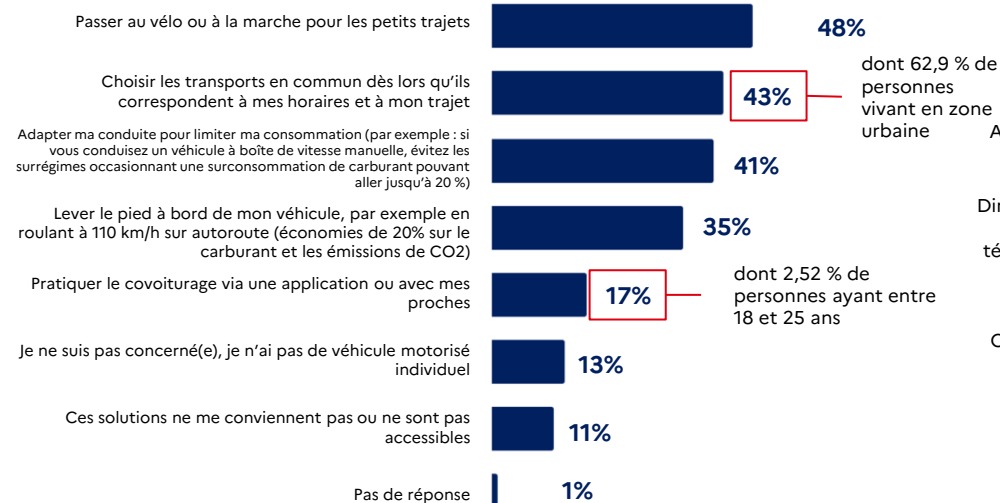


2. Pour baisser la consommation de votre logement, en priorité, vous êtes prêt(e) à :

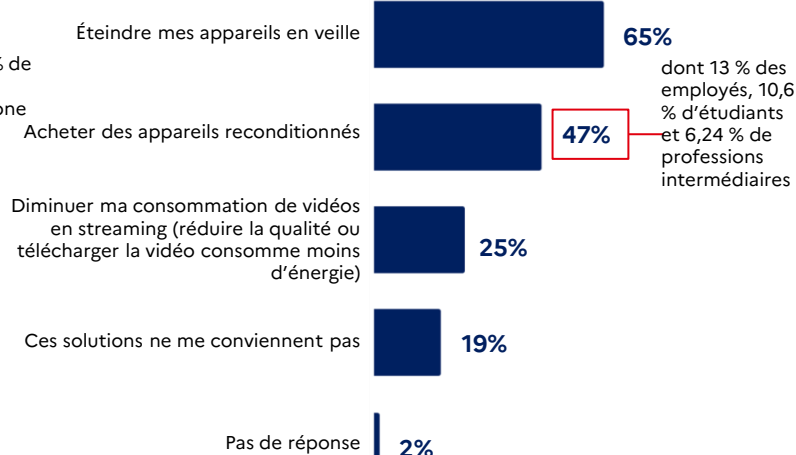


Réponses aux questions fermées

3. Pour baisser votre facture de carburant, vous êtes prêt(e), en priorité, à :

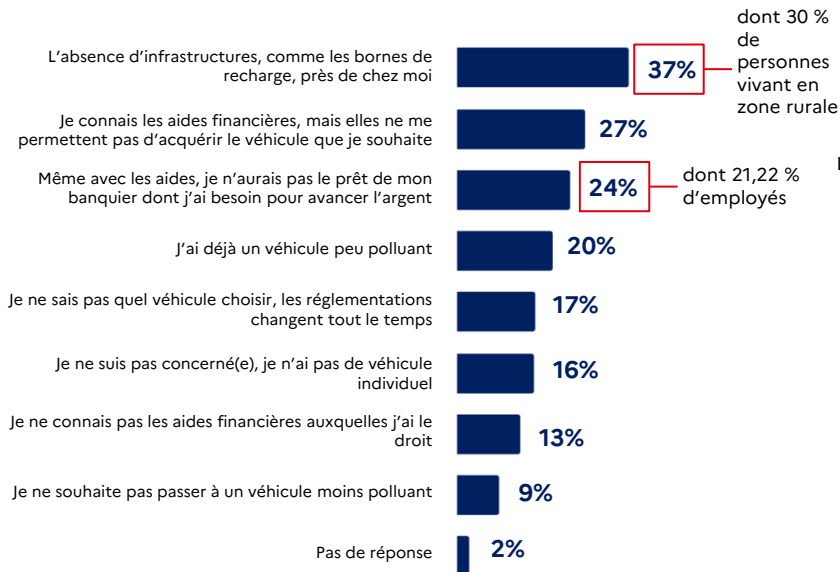


4. Pour réduire vos usages numériques, vous êtes prêt(e), en priorité, à :

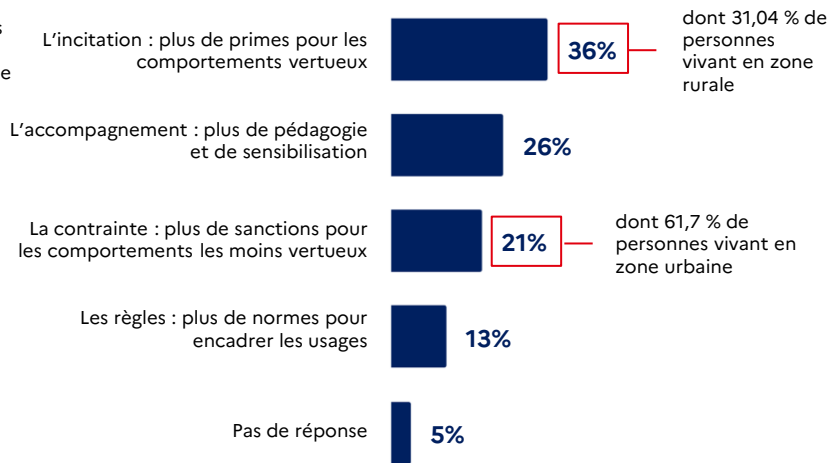


Réponses aux questions fermées

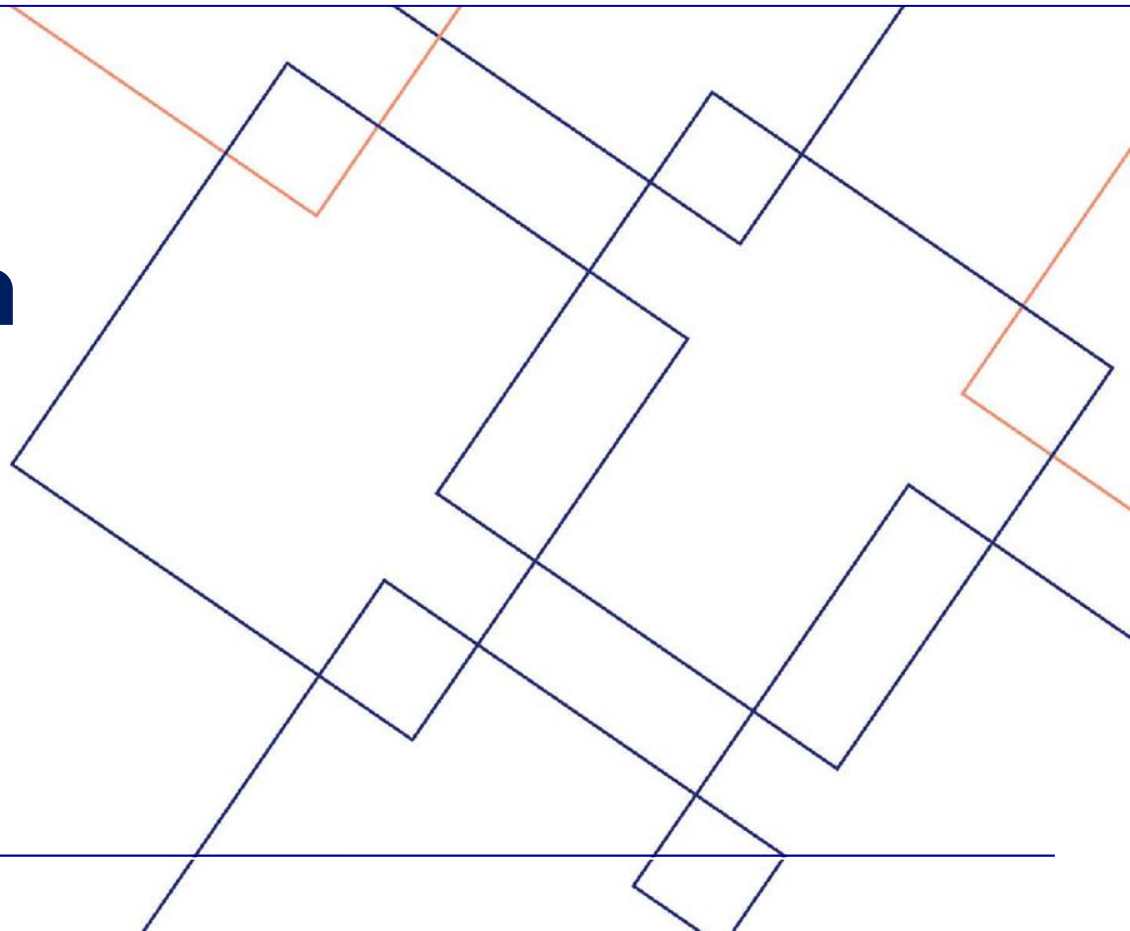
5. Quels sont les principaux obstacles qui vous empêchent de passer à un véhicule moins polluant ?



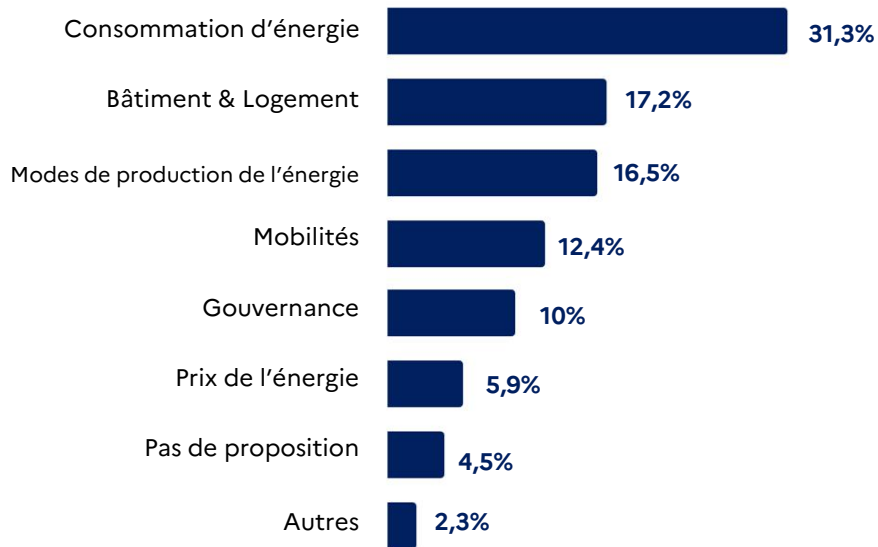
6. Quelle méthode vous paraît la plus adaptée pour réduire notre consommation d'énergie ?



Réponses à la question ouverte



Pour poursuivre les efforts qui ont permis à la France de réduire de 12% sa consommation d'électricité et de gaz combinés depuis 1 an, quelle nouvelle mesure recommanderiez-vous ?



À retenir

Un tiers des participants estime que la sobriété énergétique doit principalement passer par un changement des mentalités et des pratiques. Ce changement doit être opéré tant chez les particuliers qu'à l'échelle d'entreprises et collectivités.

Les contributions mettent également en avant les améliorations à apporter au bâti & logement (17,2%), aux modes de production (16,5%), aux mobilités (12,4%) et au prix de l'énergie (5,9%).

10% des participants, regroupés dans la thématique "Gouvernance", s'accordent pour que les plus gros consommateurs soient les plus visés et pénalisés.



6 987 réponses

Consommation de l'énergie

Réduire l'utilisation de l'éclairage public



9,3%

dont 57,6% de personnes vivant en zone urbaine

Sensibiliser le grand public



6,9%

avec des spots TV, des campagnes sur les réseaux sociaux ou via des formations aux salariés et particuliers...

Adopter une consommation responsable (veille, éclairage...)



4%

dont 67,3% de personnes vivant en zone urbaine, et 22,9% de 26-35 ans

Récompenser les bonnes actions



2%

avec des primes, réductions ou remboursements pour les consommateurs vertueux

Développer les outils de contrôle et gestion de sa consommation individuelle



1,9%

Limiter l'utilisation du numérique (publicité, streaming, réseaux sociaux...)



1,2%

À retenir

Les idées majoritaires

La restriction de l'éclairage public est l'idée la plus citée, toutes thématiques confondues (9,3% des participants).

Les citoyens soulignent l'importance de la sensibilisation de tous à des comportements plus responsables, par le partage de solutions et la récompense des bonnes actions.

Selon les participants, l'effort ne doit toutefois pas uniquement reposer sur les citoyens. Les gros consommateurs, comme les entreprises et les plus aisés, doivent également modifier leurs pratiques. L'objectif est que toutes et tous puissent adopter une consommation responsable dans le cadre privé, public et professionnel.



2 358 occurrences

Quelques verbatims citoyens



Éteindre l'éclairage public dans les zones les moins fréquentées à partir de 23h.



Inciter les entreprises à proposer des formations sur la sobriété énergétique aux salariés.



Chasser le gaspillage de l'électricité et du chauffage dans les institutions publiques (hôpitaux, bureaux ...) car beaucoup sont vétustes et consomment inutilement.



Contraindre les entreprises qui sont plus grandes consommatrices en énergie que les ménages individuels.



Donner une prime de bonne conduite aux personnes qui essaient de diminuer leur consommation d'électricité et de gaz.

Consommation de l'énergie

Les idées supplémentaires

- Développer des formes de travail plus souples (télétravail, horaires souples...)
- Promouvoir les appareils à faible consommation et avec de longue durée de vie
- Taxer la surconsommation
- Promouvoir l'utilisation des LED
- Limiter / encadrer la vente et production des objets énergivores
- Développer la taxe carbone
- Développer la recherche sur l'efficacité énergétique
- Végétaliser les espaces publics et les bâtiments
- Promouvoir l'occasion / le reconditionnement / le recyclage
- Supprimer le changement d'heure
- Prendre des mesures pour lutter contre le suremballage
- Promouvoir la transition vers une alimentation durable
- Prendre des mesures pour lutter contre le tourisme de masse
- Établir un quota de consommation par foyer / personne
- Mettre en place un indicateur carbone sur les produits du quotidien
- Développer le chauffage au bois
- Mettre en place un confinement écologique
- Simplifier les factures d'électricité / de gaz
- Supprimer la TVA
- Mieux gérer les déchets
- Réduire le gaspillage alimentaire

Consommation de l'énergie

Bâtiment & Logement

Rénover les bâtiments privés / publics



6,1%

dont 58,3% de personnes vivant en zone urbaine

Développer les aides pour la rénovation / l'isolation des logements des particuliers



5,5%

dont 15% de retraités

Réglementer l'usage du chauffage (modes, température max, horaires...)



1,2%

Réglementer l'usage de la climatisation



1%

À retenir

Les idées majoritaires

La rénovation des bâtiments est l'idée la plus partagée sur cette thématique (6,1% des contributions). Les participants soulignent qu'une meilleure isolation permettrait de limiter la consommation et la déperdition d'énergie, tant chez les particuliers, que les entreprises ou institutions.

Les participants soulignent toutefois le coût élevé de ces travaux et souhaiteraient faciliter l'accès aux aides pour la rénovation (5,5% des contributions). Ces aides sont connues des participants (voir réponses à la question 5), mais ces derniers les considèrent comme insuffisantes ou trop restrictives (conditions de revenu, type de travaux...).



1 299 occurrences

Quelques verbatims citoyens



Mettre des régulations de températures dans tous les établissements publics.



La sobriété énergétique passe selon moi par la rénovation du parc immobilier. Mais les aides ne sont pas assez incitatives et les démarches administratives sont trop compliquées. Cela freine l'envie d'entamer des travaux.



Mieux contrôler l'usage de la climatisation dans les bureaux et les commerces et interdire leur usage en dessous de 30 degrés.

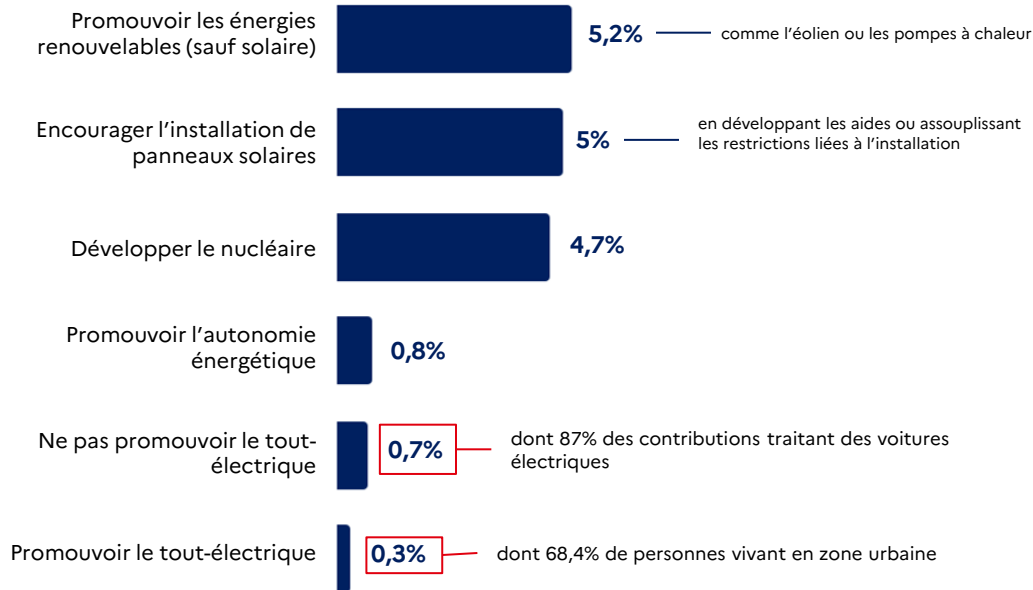


Accompagner davantage les foyers à rénover leur logement pour améliorer l'efficacité énergétique.

Les idées supplémentaires

- Obliger les bailleurs/propriétaires à mettre aux normes de rénovation/isolation
- Inciter l'installation / utilisation de pompes à chaleur
- Renforcer la réglementation sur l'isolation des nouveaux bâtiments
- Interdire les chaudières à gaz et au fioul
- Mieux lutter contre les arnaques à la rénovation
- Promouvoir les bilans énergétiques
- Peindre les toits en blanc
- Former les artisans à la sobriété énergétique

Modes de production énergétique



À retenir

Les idées majoritaires

Il semble nécessaire pour les citoyens d'augmenter la production d'énergie qu'elle soit renouvelable ou issue du nucléaire. Les participants estiment que la consommation ne pourra baisser à l'avenir et qu'il est donc nécessaire de miser sur une énergie propre. Ceux-ci demandent notamment à faciliter l'installation de dispositifs de production d'énergie renouvelable de façon générale (à 5,2%) ou notamment de panneaux solaires (à 5%).

Les oppositions

La promotion du tout-électrique, et notamment des véhicules électriques, fait débat parmi les participants, du fait de la provenance de l'électricité utilisée.

Le débat sur le nucléaire est sous-entendu dans les contributions. Le nucléaire est jugé propre et donc à développer par 4,7% des participants, contre moins de 0,1% des participants souhaitant explicitement son arrêt.



1 243 occurrences

Quelques verbatims citoyens

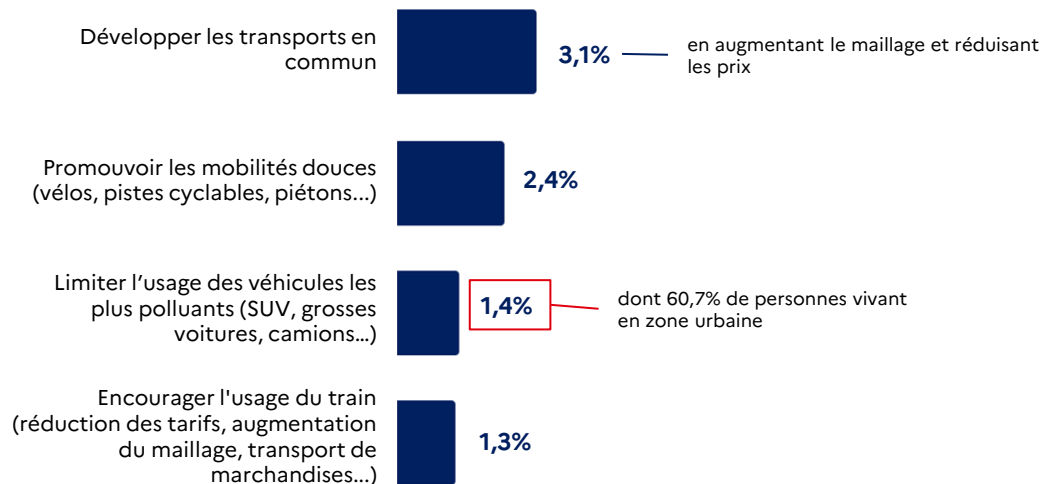
« Faciliter l'installation des panneaux photovoltaïques sur toute toiture sans avoir besoin d'une autorisation de la mairie et/ou d'un permis de construire.

« Je pense que la consommation d'électricité va plutôt augmenter dans les prochaines années (véhicules électriques...) et qu'il faudrait mieux investir dans la production d'électricité décarbonée afin d'avoir toujours une électricité bon marché et produite en France.

« Une rénovation complète du parc de centrale nucléaire, ainsi que des contrôles plus poussés sur la sûreté de nos centrales en France, et une transparence totale sur le coût et l'entretien de ses centrales.

« L'avenir de la voiture est électrique mais l'avenir de la mobilité est tout sauf la voiture. Il faut interdire les véhicules électriques avec des batteries de plus de 60 kWh (...) et démocratiser des modèles légers et économes.

Mobilités



À retenir

Les idées majoritaires

La diversification des moyens de transport, en opposition à l'usage de véhicules individuels, est largement partagée dans cette thématique.

À 3,1% et 2,4% des contributions, les participants souhaitent le développement des transports en commun et des mobilités douces, qui permettrait de réduire la consommation d'énergie, notamment fossile.

La limitation (par la taxation ou l'interdiction) des véhicules les plus polluants a été fait l'objet de nombreuses contributions (1,4%), rejoignant l'idée générale dans la consultation d'une pénalisation des plus gros pollueurs.



933 occurrences

Quelques verbatims citoyens

« Développer de manière très importante les transports en communs, leur qualité et leur fiabilité afin d'amener les gens à se passer de leur voiture.

« Améliorer le service ferroviaire et baisser les prix pour concurrencer vraiment l'avion. Aujourd'hui, il est plus rapide et moins cher de faire un Nice - Bruxelles en avion qu'un Nice - Lille en train...

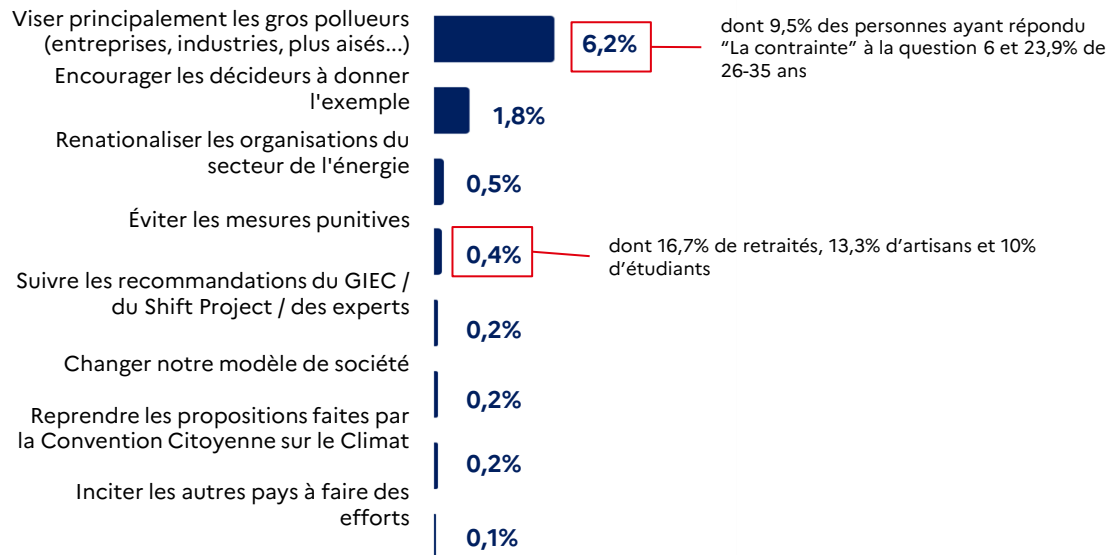
« Décentraliser le pays, retrouver un maillage ferroviaire et de transport bas carbone en commun ou individuels (bus, vélos, trottinettes) avec des espaces urbains plus sains et adaptés à la cohabitation et qui n'est plus axé autour de la voiture individuelle.

« Instaurer un fort malus sur les véhicules lourds (type SUV, ou plus d'1,5t par exemple). Les véhicules légers ne sont peut-être pas l'avenir mais sont une manière simple de consommer moins sans remettre le confort en question.

Les idées supplémentaires

- Réduire l'usage des voitures personnelles
- Limiter la vitesse des véhicules
- Réduire l'usage de l'avion
- Mettre en place des aides à l'achat d'un véhicule électrique/hybride
- Augmenter les taxes sur les carburants
- Développer l'utilisation de l'hydrogène
- Développer l'installation des bornes de recharges
- Promouvoir le covoiturage
- Développer la recherche sur les nouveaux carburants
- Mettre en place des normes sur les véhicules importés

Gouvernance



417 occurrences

À retenir

Les idées majoritaires

Les participants sont majoritairement d'accord pour que les plus gros consommateurs d'énergie soient principalement visés, qu'il s'agisse de l'État et du gouvernement (à 1,8%), d'autres pays (à 0,1%) comme de l'ensemble des citoyens (à 6,2%). Les mesures punitives sont présentées comme une façon de faire réfléchir les acteurs sur leur consommation pour la réduire à l'avenir. À souligner également, l'invitation à suivre les recommandations de différents experts ou groupes d'experts comme le GIEC, le Shift Project ou la Convention Citoyenne sur le Climat.

Les oppositions

Plus rares que les demandes de pénalisation, certaines contributions dénoncent les mesures punitives jugées infructueuses (0,4%). Les participants proposent plutôt de favoriser la sensibilisation et l'incitation.

Quelques verbatims citoyens

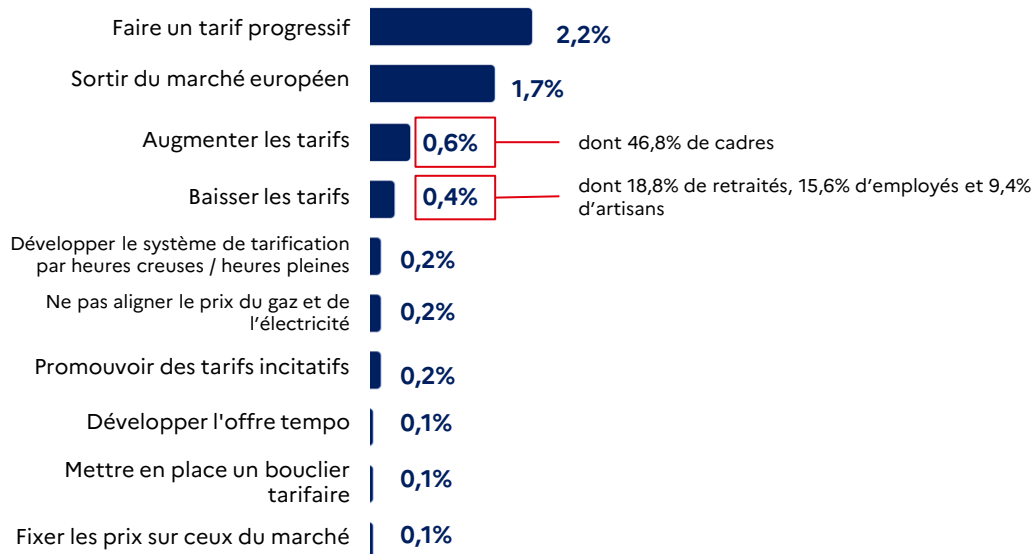
« L'obligation pour les collectivités locales de montrer l'exemple. L'obligation pour les élus locaux de mettre en place un plan de sobriété énergétique sur leur commune.

« Je commencerais par demander des efforts aux gros consommateurs (industries, services publics...) et je lâcherais le col des citoyens individus.

« Il y a eu une convention citoyenne pour le climat qui ont émis un rapport complet sur le sujet, il suffit d'appliquer leurs recommandations.

« Il faut une vraie production énergétique décarbonée pilotée par l'Etat : parc éolien en mer, panneaux solaires sur toutes constructions neuves... Cibler les gros pollueurs et les contraindre à décarboner leur activité, ne pas culpabiliser les citoyens en leur demandant de baisser leur chauffage à 19 degrés. La clé se trouve ailleurs.

Prix de l'énergie



448 occurrences

À retenir

Les idées majoritaires

Deux idées principales se détachent dans cette thématique.

Les participants proposent tout d'abord de mettre en place un tarif progressif, afin de pénaliser les plus gros consommateurs.

En deuxième position, la sortie du marché européen est évoquée par les participants comme un moyen pour la France de fixer ses propres tarifs de consommation énergétique.

Les oppositions

Les contributions sur cette thématique oscillent entre volonté de réduire la consommation par l'augmentation des prix de l'énergie (majoritairement proposé par les contributeurs les plus aisés), et souhait de baisser les tarifs suite aux difficultés rencontrées par les participants pour se chauffer ou se fournir en électricité (majoritairement proposé par les contributeurs les moins aisés).

Quelques verbatims citoyens

« Il faut augmenter les tarifs pour financer la transition, il n'y a que le prix que contraindra les utilisateurs à baisser leurs consommations.

« Commencez par réduire les tarifs pour permettre aux personnes de vivre dignement et de pouvoir au moins se chauffer à 19°

« Mettre en place une tarification progressive de l'énergie avec de la gratuité puis des seuils, des bonus et des malus en KWh par part fiscale.

« Je recommande de sortir du marché européen pour l'électricité. Nous sommes un des rares pays en Europe indépendant énergétiquement. Le coût de l'électricité française n'a pas à être indexée sur le gaz en Allemagne.



MINISTÈRE
CHARGÉ DU RENOUVEAU
DÉMOCRATIQUE,
PORTE-PAROLAT
DU GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Fin du document

Centre interministériel de la participation
citoyenne